

loi de la valeur.

L'opposition entre Capital et Travail, qui est à la base de l'économie actuelle, peut se manifester dans un pays même si leur expression sociale ne se personnifie pas en une classe capitaliste ayant institué un régime social basé sur la propriété privée. Ce n'est pas l'appropriation du moyen du travail et du produit qui détermine les phénomènes de l'économie capitaliste; libérer cette dernière (au travers de la socialisation des moyens de production) des entraves constituées par la propriété privée capitaliste ne signifie nullement avoir institué la production socialiste, celle-ci ne pouvant surgir que d'une modification dans la structure interne de l'économie et non dans les simples rapports sociaux. Ce qu'il faut changer c'est le *mode de production* qui ne devra plus obéir aux lois de la croissante augmentation du sur-travail, mais aux lois opposées d'une amélioration constante et continue des conditions de vie des travailleurs.

La double nature de l'Etat met le prolétariat devant le danger de voir son organisme perdre progressivement sa fonction pour s'incorporer dans le système de l'économie mondiale. L'Etat est à la fois un instrument trouvant sa nécessité historique dans l'insuffisance de la production à assouvir les besoins des producteurs (circonstance historique qui accompagnera toute révolution prolétarienne) et aussi, de par sa nature même, un organisme destiné à sauvegarder la suprématie d'une classe exploiteuse qui se servira de ses rouages pour y installer une bureaucratie qui se laissera gagner progressivement à la cause de la classe ennemie. Le rôle que joue actuellement l'Etat soviétique dans la préparation des conditions politiques pour la guerre prouve que l'Etat prolétarien dégénéré devient un anneau utile et indispensable dans la politique du capitalisme mondial. En face de l'expérience russe deux conclusions sont possibles : ou bien s'insurger contre les conditions historiques (décalage entre la masse de la production et les besoins des producteurs) et descendre jusqu'à une position de nihilisme prolétarien qui ne conduirait à aucun résultat dans l'œuvre du prolétariat mondial. Ou bien retirer de cette expérience les éléments pouvant permettre la sauvegarde des révolutions futures. A notre avis, ces éléments consistent en une modification radicale de la structure productive, modification qui ne peut être confiée aux bonnes intentions ou aux affirmations programmatiques des communistes mais d'un côté à la persistance de toutes les organisations de lutte de la classe ouvrière — au sein de l'Etat prolétarien — et de l'autre côté à l'Internationale prolétarienne réunissant la classe ouvrière mondiale contrôlant et dirigeant l'Etat

ouvrier qui ne peut être considéré que comme instrument de la lutte révolutionnaire et au grand jamais comme le pôle de concentration de la révolution mondiale.

Les considérations qui précèdent nous permettent de préciser notre position envers la Nep. L'impôt alimentaire de Lénine, et les discussions qui suivirent nous ont habitués à opposer la Nep au communisme de guerre, comme si l'une ou l'autre de ces deux formes de gestion économique de l'Etat prolétarien, pouvait être élevée à la valeur d'un principe définitif. En effet, il s'agit de deux solutions intervenues à des moments différents de la lutte du prolétariat mondial dépendant de circonstances historiques spécifiques qui peuvent ne pas se représenter à l'avenir. Ce qui nous intéresse ce sont les critères théoriques qui ont servi de base aux deux solutions économiques et politiques du communisme de guerre et de la Nep; ces notions principales peuvent seulement avoir une valeur générale et non les circonstances historiques particulières de l'époque.

Pour le communisme de guerre, ainsi que l'a remarqué le Cde Hennaut dans l'étude déjà citée, nous n'assistons pas à un déroulement d'événements économiques correspondant à un plan fixé d'avance par les organes du parti ou de l'Etat soviétique. Par contre, les directives des organes centraux n'ont fait que consacrer une évolution qui s'était déjà manifestée dans les événements et fort souvent cette évolution ne correspondait pas aux directives qui avait été ébauchées. Nous avons déjà remarqué que cette indécision des organes dirigeants bolchéviques était un produit historique de la situation de l'après-guerre au cours de laquelle Lénine se trouvait dans l'impossibilité de s'en rapporter à un précédent historique pouvant servir d'atelier théorique pour établir la politique du prolétariat au pouvoir. Le communisme de guerre, de par les conditions politiques mêmes dans lesquelles il se manifeste, représente plus qu'une expérience de gestion économique : une manifestation — dans le domaine économique — de la guerre civile que mène le prolétariat contre toutes les formes de la contre-révolution; avec la classe ouvrière tenue constamment en éveil par l'attaque continue de l'ennemi, l'Etat intervient comme force de centralisation des luttes prolétariennes et non comme un organe de direction des mouvements du prolétariat dans l'ordre économique et politique. La genèse du communisme de guerre tient aux conditions mêmes de l'état arriéré de l'économie russe mais sa loi interne à une valeur beaucoup plus importante qu'il s'agit de tenir en vue pour l'élabo-

ration de la théorie de l'Etat prolétarien. Il est certain que, dans un autre pays plus développé que la Russie au point de vue industriel, la lutte du prolétariat se développera en des formes qui connaîtront non l'éparpillement chaotique des initiatives ouvrières mais leur concentration consciente autour des organes centraux du parti et de l'Etat. Mais ce qui a une valeur générale, c'est que la victoire prolétarienne dans un pays étant un moment de l'élan révolutionnaire du prolétariat de tous les pays, le problème qui se posera à l'Etat prolétarien n'est pas celui de procéder à une réorganisation s'assignant comme objectif celui du rendement au point de vue économique, mais bien celui de donner la plus grande ampleur possible à la guerre civile que mène la classe ouvrière. Si l'Etat prolétarien obéissait au premier des deux critères indiqués il serait forcé de passer des compromis avec les classes ennemies alors que les nécessités révolutionnaires réclament impérieusement une lutte sans merci contre toutes les formations antiprolétariennes même au risque d'aggraver la désorganisation économique résultant de la révolution.

La Nep apparaît en une toute autre situation historique, quand, à cause de la résorption de la première vague révolutionnaire mondiale (et cela à cause du manque de partis capables de conduire le prolétariat à la victoire), les conditions s'atténuent provisoirement pour permettre à l'Etat prolétarien d'intervenir directement dans la lutte du prolétariat mondial. Nous avons dit « les conditions s'atténuent provisoirement » car — à notre avis — l'Etat prolétarien est inconcevable en dehors d'une situation historique posant comme axe des situations celui de la lutte du prolétariat de tous les pays pour la conquête du pouvoir. Il s'agit donc d'un moment particulier de la lutte mondiale où un décalage se manifeste entre la position de repli du prolétariat dans les pays capitalistes et le maintien de la conquête de l'Etat, dans un pays donné. Dans cet intervalle l'interdépendance ne cesse d'exister entre les luttes ouvrières dans les différents pays et la politique de l'Etat ouvrier. L'expérience est là pour nous prouver que les bases historiques de l'Etat prolétarien ne résidaient nullement dans les conditions particulières de la Russie (à ce point de vue, à cause de l'état retardataire de l'économie de ce pays on devrait dire qu'aucun fondement n'existait pour l'Etat prolétarien), mais bien dans la situation politique au point de vue mondial et dans la position qu'occupait le prolétariat des autres pays en lutte pour la conquête du pouvoir. D'autre part, les événements de 1923 en Allemagne et ceux qui

suivirent par après en Angleterre et en Chine surtout, prouvent que l'Etat prolétarien était redevable de son existence non aux conditions intérieures de la Russie, mais à la position que détenait le prolétariat international. Tout le problème consiste à voir si l'intervention de l'Etat dans les luttes de classe se fera dans la direction de la victoire de la classe ouvrière, ou bien si elle ne fournira pas à l'ennemi des conditions favorables à sa lutte contre le prolétariat des pays capitalistes aussi bien qu'contre le prolétariat vainqueur. C'est sur ce plan que nous devons considérer la Nep. Le problème lui-même de la réorganisation économique à laquelle le prolétariat russe devait se consacrer après la guerre impérialiste et la guerre civile ne peut être considéré « en soi », mais en fonction de la lutte internationale. Dans l'impôt alimentaire il est clair que Lénine a cru possible d'établir un plan de reconstruction de l'économie russe sans faire entrer en ligne de compte — dans le processus même de cette réorganisation — les réactions qui en résulteraient sur la lutte de classe internationale : Lénine considérait possible de procéder à cette construction économique pour doter le prolétariat mondial d'un Etat capable de lutter pour la révolution mondiale. Mais tout le problème consiste en ceci : si les conditions du développement de cet Etat sont faussées, il en résulte inévitablement une altération de la fonction qu'exerce cet Etat même au cours du processus de la reconstruction économique.

Les thèses essentielles au point de vue économique défendues par Lénine, dans l'impôt alimentaire, nous paraissent encore aujourd'hui absolument valables au point de vue marxiste : nous qui considérons foncièrement fausse la théorie du socialisme en un seul pays, nous concevons parfaitement que la gestion économique de l'Etat prolétarien doive tenir compte de l'impossibilité dans laquelle se trouve la classe ouvrière d'un seul pays de réaliser les fondements du socialisme et la nécessité où il se trouvera de supporter, en son sein, des expressions sociales correspondantes aux formations économiques, parce que n'ayant pas encore mûri les conditions objectives pour une gestion socialiste. Seulement, Lénine considère que l'Etat et son industrie puissent représenter le pôle de concentration de l'économie socialiste. A ce sujet il écrit : « Afin d'éclaircir davantage encore la question, nous citerons avant tout un exemple concret de capitalisme d'Etat. Nul ne l'ignore, cet exemple est l'Allemagne. Ce pays nous présente le dernier mot de la grande technique et de l'organisation capitaliste modernes, mais sous la domination de l'impérialisme junker et bourgeois. Supprimez les mots soulignés, mettez à